

La Commission Exécutive de la section CGT Finances Publiques du Var a débattu de la situation générale.

Les budgets qui viennent d'être adoptés par 49.3, sont sans précédent en matière de coupes budgétaires, la rigueur n'étant appliquée qu'aux salariés/fonctionnaires, retraités, jeunes et privés d'emploi. Et comme si cela ne suffisait pas, Macron vient d'en remettre une couche sur le budget de la défense qu'il va falloir encore augmenter. Aux Finances Publiques, des suppressions d'emplois sont encore annoncées alors qu'une de nos missions c'est traquer la fraude fiscale !

Le capitalisme en crise en réclame toujours plus. **Il veut en finir avec ce qu'il reste des acquis des travailleurs** : la sécurité sociale, la retraite, la fonction publique, au nom de « l'intérêt général », de « la responsabilité » et la « stabilité » ! **Mais les Français n'en peuvent plus de se serrer la ceinture alors que les profits explosent comme jamais ! Les retraités en ont assez d'être traités de nantis et d'être stigmatisés.**

Dans ce contexte, le premier ministre Bayrou convoque un conclave (pièce fermée à clef où se réunissent les cardinaux pour élire le nouveau pape) pour « aménager la dernière réforme des retraites sans tabou » alors que cette loi a été massivement combattue dans l'unité avec un mot d'ordre clair : abrogation !

On ose nous parler de « concertation » alors que Bayrou l'a clairement exprimé dans son discours de politique générale : il n'y aurait **pas d'abrogation** de la réforme des retraites sans accord du patronat dont la position est bien connue. **Pas de suspension** non plus, mais uniquement une renégociation. Et des pistes ont été lancées : introduction d'une forme de capitalisation ou d'un système par points (largement rejeté en 2019). Darmanin s'est d'ailleurs prononcé pour mettre fin à notre système général de retraite par répartition

La CGT Finances Publiques 83 considère que participer à ce conclave ne sert qu'à cautionner les plans de Bayrou. Après le cirque parlementaire, voilà le cirque du « dialogue social » !

Alors que nous nous étions félicités de la non signature de la CGT à un appel commun syndicats/patronat à la stabilité politique, appel salué par Bayrou à l'Assemblée Nationale, nous devrions nous associer au Medef pour trouver un accord « d'équilibre et de justice » sans abroger la réforme rejetée par 70 % de français !

Cela n'est pas acceptable ! Nous n'avons pas à servir les intérêts du patronat !

À la stabilité sociale recherchée, nous opposons les revendications :

- * Abrogation de la réforme Borne-Macron, NON à la capitalisation
- * Augmentation des salaires et pensions
- * Défense et reconquête de la Sécurité Sociale
- * Développement des Services Publics
- * Pour les fonctionnaires de l'État : maintien du Code des Pensions civiles et militaires, non au gel du point d'indice, rétablissement de la GIPA, abrogation de la mesure réduisant de 10 % les indemnités maladie.

La CGT doit quitter ces « concertations » et envoyer ainsi un message clair au gouvernement et aux salariés. **NON à la stabilité ! OUI à la rupture !** La CGT doit organiser partout la mobilisation et la grève pour faire aboutir nos revendications.

Motion adoptée à l'unanimité.